

En se situant entre les deux tours des élections présidentielles, le 1er mai 2012, journée internationale de lutte des travailleurs, des chômeurs, des sans droits, prendra une signification particulière en France.

Le 1er mai toutes et tous dans la rue !



En Ile de France

**Manifestation à 14H
CGT, CFDT, FSU,
UNSA, Solidaires-
SUD.**

**Place
Denfert Rochereau
en direction de la
Bastille**

**(Solidaires partira en
tête)**

Dix ans ça suffit !

Depuis 2002 le «gouvernement des riches» mène une politique méthodique de destruction de l'Etat social. Il rogne peu à peu sur tout ce que les luttes avaient amené de progrès social (Sécurité Sociale, systèmes de retraites, de santé publique, d'action sociale ...). Au prétexte de la crise et de la dette publique, il démantèle les services publics garants des solidarités, avec pour seul objectif privatiser. Cette politique ne profite qu'à une minorité de privilégiés et pénalise la majorité de la population. La souffrance des plus modestes est à son comble, la précarité s'étend et devient la règle. **Ça suffit, il est grand temps de tourner la page !**

Quelque soit le gouvernement qui sortira des urnes, c'est notre action qui sera déterminante pour lutter contre l'injustice sociale, la misère et la précarité, pour construire une société solidaire et égalitaire où chacun puisse vivre dignement.

Après, comme avant les élections, il nous faudra agir, lutter, revendiquer !

Nous refusons le Gouvernement Européen de la Goldman Sachs. Cette même banque qui était au centre de la tourmente financière de 2008, place ses cadres dans les institutions européennes. Nous refusons la dictature des banquiers concrétisée par le traité Européen dit «MERKOZY». **Nous ne voulons plus payer pour leur crise et leurs dettes !**

C'est pourquoi nous soutenons avec un large collectif unitaire toutes les initiatives qui permettront aux peuples de s'exprimer réellement et d'agir contre l'austérité inscrite dans le mécanisme européen du Pacte dit "de stabilité", qui imposera une austérité permanente !

La santé en danger !

La loi Bachelot, qui accélère la suppression des hôpitaux de proximité et organise la privatisation de la santé, de l'action sociale, doit être abrogée. Nous voulons en finir avec les franchises médicales qui pénalisent les malades, et en excluent de plus en plus de l'accès aux soins, et avec la marchandisation de la santé qui plombe la Sécu.

Nous voulons un accès aux soins gratuit, solidaire et égalitaire, et une action sociale au service des populations.

Défendons les conventions collectives du secteur sanitaire et social !

Le patronat associatif des établissements privés sanitaires et sociaux s'attaque aux conventions collectives du secteur, aux acquis et aux salaires des salariés.

SUD santé sociaux refuse cette perspective qui concerne l'ensemble des salariés du secteur sanitaire et social non lucratif. Cette politique destruction est aussi le prétexte à la remise en cause du statut public.

Défendons le statut public !

Partout en Europe l'hôpital public est attaqué, privatisé. En France, la loi "dite" de modernisation de la Fonction publique introduit le «salaire au mérite» et «l'intéressement» pour les fonctionnaires.

C'est la remise en cause des grilles de salaires et la casse du statut des fonctionnaire qui se profilent.

Ne faisons confiance qu'à nos luttes pour revenir sur toutes les attaques que nous avons subies ces dernières années par les gouvernements de droite, mais aussi de gauche !

Une forte mobilisation sera indispensable pour imposer nos revendications.

Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 24 avril 2012

**Le 1er Mai, participons nombreux(ses)
à toutes les manifestations syndicales unitaires !**